

En détail



**Les Français portent
un regard sombre sur
les quartiers « sensibles »**



Directeur de la publication :

Serge Morvan

Responsable de collection :

Hugo Bevort

Secrétariat de rédaction : Muriel Thoin

Mise en page : Citizen Press

Responsable de la communication : Corinne Gonthier

corinne.gonthier@cget.gouv.fr; tél. : 01 85 58 60 49

Photo de couverture : monkeybusinessimages/iStock

Date d'édition : juillet 2019

En Détail est une publication du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) qui porte sur les études, analyses et réflexions conduites ou soutenues par le CGET. Elle peut être consultée en ligne sur www.cget.gouv.fr

Président du comité d'orientation de l'ONPV :

Jean-François Cordet

Auteurs : Nelly Guisse, Jörg Müller (Crédoc)

La synthèse de cette étude est disponible en version interactive sur :

→ www.cget.gouv.fr/ressources/publications



**Les Français portent
un regard sombre sur
les quartiers « sensibles »**

En 2018, 8 % des habitants de France métropolitaine estiment vivre dans un quartier « sensible », près d'un tiers s'y rendent parfois pour des motifs professionnels ou personnels, et un sur deux indique n'avoir aucun lien avec ces quartiers. Le regard que portent nos concitoyens sur ces quartiers est sombre : ils y associent spontanément et en majorité les notions d'insécurité et de délinquance, l'idée de difficultés sociales ou encore de relégation territoriale. La majorité des Français (51 %) est convaincue que la situation dans les quartiers sensibles s'est plutôt dégradée au cours des dernières années et les attentes vis-à-vis des pouvoirs publics sont fortes pour endiguer la situation : 88 % réclament un engagement accru de l'État. Les représentations des quartiers « sensibles » varient

sensiblement selon les canaux d'information mobilisés. Les journaux télévisés sont, de loin, le premier canal d'information sur ces quartiers (71 %), devant la presse écrite et la radio. Les personnes qui s'informent sur ces quartiers principalement au travers des journaux télévisés ont, un peu plus que les autres, tendance à estimer que les quartiers « sensibles » se caractérisent par la prégnance de la délinquance. Au-delà du poids des discours médiatiques, les représentations sont aussi influencées par les liens personnels avec ces quartiers : l'image est généralement plus positive chez les personnes qui, outre des informations issues des médias, ont une expérience indirecte ou ponctuelle des quartiers « sensibles ». Sans y vivre, ils s'y rendent parfois ou y connaissent des proches.

L'image des quartiers « sensibles » : entre délinquance et relégation territoriale, les représentations négatives priment

A la demande du CGET, le Crédoc a réalisé une étude sur le regard porté sur les quartiers qualifiés de sensibles et les mécanismes de construction de ces représentations (**encadré Méthodologie générale de l'enquête**). Invités à décrire spontanément ce qui caractérise les quartiers « sensibles »¹, les Français² évoquent majoritairement (56% des habitants de France métropolitaine) et avant tout l'idée d'insécurité : ils estiment que ces quartiers se caractérisent par la prégnance de la criminalité, la délinquance, le trafic de drogues, la violence, le danger, voire qu'il s'agit de « zones de non droit » (**graphique 1**). Dans l'ensemble, 79 % sont « plutôt d'accord » avec l'idée selon laquelle il y a plus de délinquance dans ces quartiers qu'ailleurs. Cette perception des quartiers « sensibles » comme

territoires marqués par la délinquance progresse avec l'âge et le niveau de revenus : elle concerne 83 % des 60 ans et plus et 84 % des hauts revenus. 6 % évoquent par ailleurs spontanément des faits d'incivilité, avec l'idée de nuisances sonores, de manque de respect, ou encore de dégradation de l'environnement.

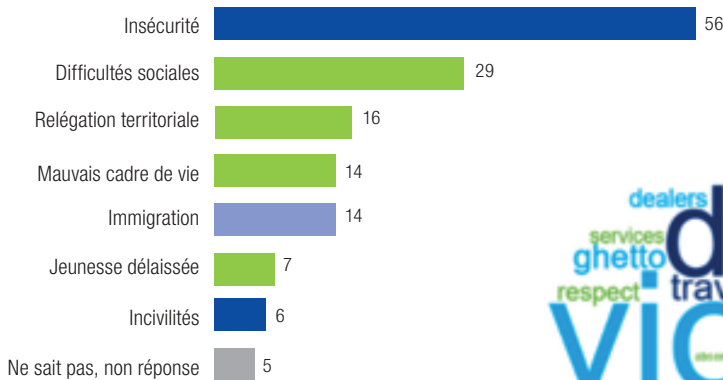
Notes

1. Comme dans les enquêtes menées en 2009 et 2014, et dans un souci de comparabilité, les répondants sont invités à s'exprimer sur la situation des quartiers « sensibles ». Il importe de garder à l'esprit que cette terminologie sous-entend une notion de difficulté et peut, en ce sens, influencer les réponses vers des représentations négatives.

2. Pour faciliter la lecture, le terme « Français » désigne ici, et tout au long de l'étude, les personnes âgées de 18 ans ou plus vivant en France métropolitaine, qu'elles soient de nationalité française ou non (encadré Méthodologie générale de l'enquête).

Graphique 1 – Idées associées spontanément aux quartiers « sensibles »

Selon vous, quelles sont les principales caractéristiques des quartiers que l'on qualifie parfois de sensibles ? (Aperçu des réponses à la question ouverte et items reconstitués à partir d'un regroupement en post-codage, en %)



Source : Crédoc, enquête « Conditions de vie et aspirations », juin 2018.

Note : le nuage de mots est constitué en fonction du nombre d'occurrences, la taille des mots est proportionnelle au nombre d'occurrences.

Note de lecture : 29 % des habitants de France métropolitaine évoquent spontanément l'idée de difficultés sociales pour décrire les principales caractéristiques des quartiers « sensibles ». Les répondants pouvant donner plusieurs réponses à cette question, la somme des pourcentages excède 100 %.

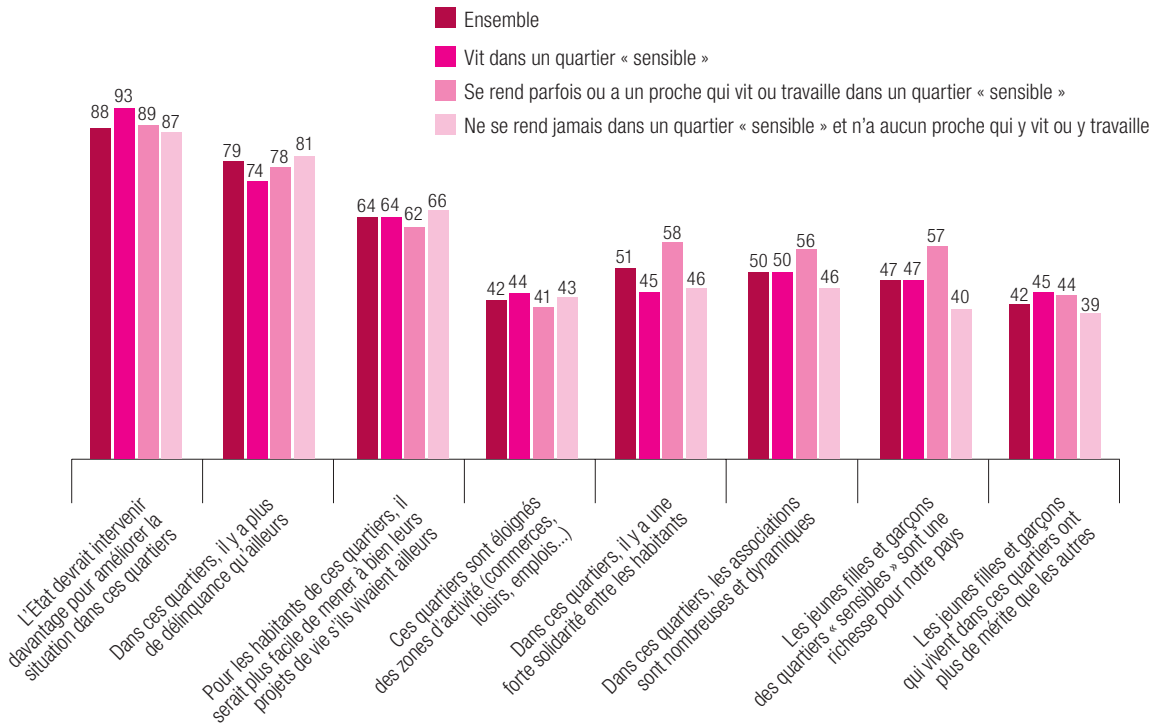
La moitié des Français (50 %) associe spontanément les quartiers « sensibles » à des territoires délaissés au sein desquels les habitants, confrontés à d'importantes difficultés (pauvreté et chômage notamment), sont livrés à eux-mêmes. En lien avec l'idée de la prégnance des difficultés sociales auxquelles font face les habitants des quartiers « sensibles » (évoquées par 29 % des répondants), 16 % évoquent l'idée de relégation territoriale et 14 % le fait que le cadre de vie y est dégradé. Les pouvoirs publics sont ici directement pointés du doigt, accusés d'avoir laissé ces territoires à l'abandon. 7 % pointent, par ailleurs, le désœuvrement d'une partie de la jeunesse de ces quartiers, « délaissée » non seulement par l'État mais aussi par des familles vues comme démissionnaires. Dans l'ensemble, 42 % des habitants de

France métropolitaine sont « plutôt d'accord » avec l'idée selon laquelle les quartiers « sensibles » sont éloignés des zones d'activité (commerces, loisirs, emploi) et 64 % estiment qu'il serait plus facile pour leurs habitants de mener leurs projets de vie ailleurs (graphique 2).

Enfin, les quartiers « sensibles » font avant tout écho à la question de l'immigration pour une minorité de répondants (14 %). Si la plupart des évocations spontanées faisant référence à l'immigration sont neutres, une partie est positivement associée au « multiculturalisme », soulignant le caractère « cosmopolite » et les apports des différentes cultures. D'autres répondants soulignent, à l'inverse, les difficultés d'intégration et les risques du communautarisme.

Graphique 2 – Regard sur les quartiers « sensibles » selon le lien avec des quartiers « sensibles » (en %)

Voici un certain nombre d'affirmations concernant les quartiers « sensibles ». Etes-vous d'accord ou pas avec chacun d'entre elles ? (réponse « plutôt d'accord »)



Source : Crédoc, enquête « Conditions de vie et aspirations », juin 2018.

Champ : ensemble des résidents en France métropolitaine (hors Corse) âgés de 18 ans et plus.

Traitements : Crédoc.

Note de lecture : 81 % des habitants de France métropolitaine ne se rendent jamais dans un quartier « sensible » et n'ayant aucun proche qui y vit ou y travaille ou y vit considèrent que dans ces quartiers, il y a plus de délinquance qu'ailleurs.

MÉTHODOLOGIE GÉNÉRALE DE L'ENQUÊTE

L'enquête « Conditions de vie et aspirations » du Crédoc est une enquête sociologique répétée chaque année en France depuis plus de 40 ans. Elle aborde des thèmes aussi divers que les conditions de logement, les comportements en matière de transport, les pratiques culturelles et de loisirs, la vie politique et citoyenne, le rapport à la famille, à l'environnement, les attentes par rapport aux politiques publiques, le soutien au modèle social, le rapport aux nouvelles technologies, à la science, les inquiétudes et les sujets de préoccupations, la perception de la conjoncture économique, de l'évolution du pouvoir d'achat ou du chômage.

La vague exploitée dans cette étude a été administrée auprès de 2014 personnes résidant en France métropolitaine (hors Corse), âgées de 18 ans et plus. Elle a été conduite en face-à-face, au domicile des répondants. L'échantillon est constitué selon la méthode des quotas (région, taille d'agglomération, âge, sexe, catégorie socio-professionnelle). Le travail de terrain a été réalisé entre le 9 juin et le 10 juillet 2018. Les résultats ont été redressés à partir des dernières données disponibles du recensement de la population (Insee) : ils sont représentatifs de l'ensemble de la population des 18 ans et plus résidant en France métropolitaine.

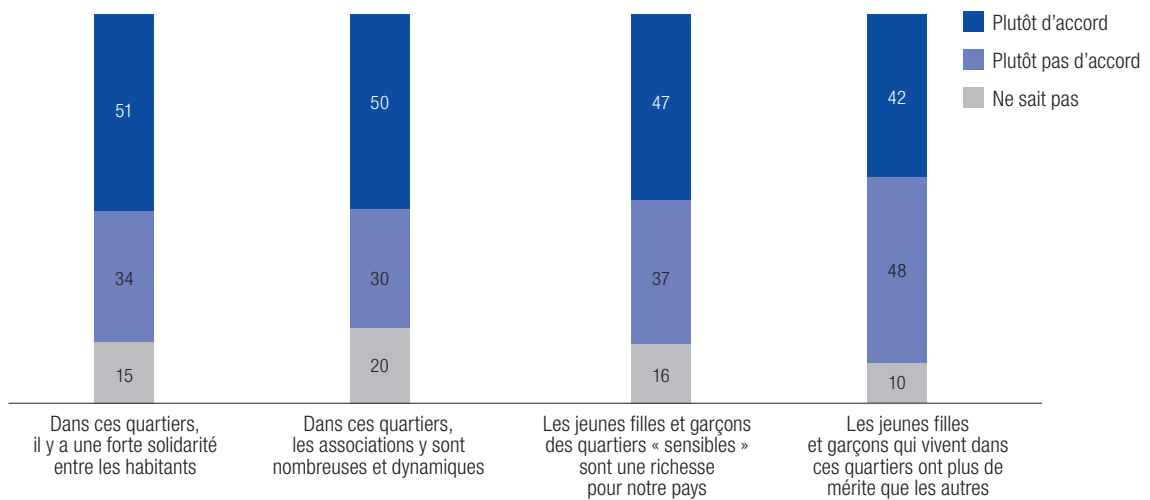
Des quartiers également reconnus pour le dynamisme de leur société civile

Aux côtés des représentations spontanées dominées par des évocations négatives, les Français reconnaissent également le dynamisme et le potentiel de développement portés par la société civile dans ces quartiers : environ un Français sur deux estime que les quartiers « sensibles » se distinguent par une forte solidarité entre les habitants, par un tissu associatif dense et dynamique ou par la force d'une jeunesse méritante (graphique 3). En France, l'Insee recense plus de 1,3 millions d'associations (Rey-

naert et D'Isanto, 2016). En 2018, le CGET a soutenu 8500 associations de proximité qui interviennent dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (Rapport d'activité 2018 du CGET, 2019). Ces associations sont motrices dans le développement socio-économique de ces territoires, contribuant au lien social, au fonctionnement de l'économie locale ou encore au déploiement des politiques publiques en tant qu'acteur de l'insertion sociale et professionnelle mais aussi comme relais d'information sur des dispositifs d'aides (Commission des affaires économiques, 2018).

Graphique 3 – Représentations positives des quartiers « sensibles » (en %)

Voici un certain nombre d'affirmations concernant les quartiers « sensibles ». Etes-vous d'accord ou pas avec chacune d'entre elles ?



Source : Crédoc, enquête « Conditions de vie et aspirations », juin 2018.

Champ : ensemble des résidents en France métropolitaine (hors Corse) âgés de 18 ans et plus.

Traitements : Crédoc.

Note de lecture : 51% des habitants de France métropolitaine sont plutôt d'accord avec l'idée selon laquelle il y a une forte solidarité entre les habitants des quartiers « sensibles ».

Une image qui se dégrade aux yeux d'une majorité de Français

En 2009, puis en 2014, deux précédentes éditions de l'enquête « Conditions de vie et aspirations » qui interrogeaient déjà les Français sur leur regard sur les quartiers « sensibles », permettent de disposer d'un recul d'une dizaine d'années sur ces indicateurs (Bigot et al, 2014b). Les représentations positives de ces quartiers sont globalement en recul par rapport à 2009. Les Français sont moins nombreux à estimer que les associations y sont nombreuses et dynamiques (-7 points) ou à estimer que la solidarité entre les habitants y est forte (-7 points).

Par ailleurs, en 2018, la majorité des Français (51 %) estime que la situation dans les quartiers « sensibles » s'est plutôt dégradée au cours des dernières années. L'impression que les choses sont restées inchangées est partagée par un peu plus d'un tiers des répondants (34 %), seul un Français sur dix voit une amélioration (10 %). Les représentations les plus négatives se retrouvent chez les personnes qui portent, par ailleurs, un regard particulièrement sombre sur le passé et l'avenir socio-économique de leur propre ménage ou de la société dans laquelle elles vivent. Ainsi, 66 % des personnes qui considèrent que leurs propres conditions de vie vont beaucoup se détériorer au cours des cinq prochaines années pensent que la situation des quartiers « sensibles » se dégrade, contre 33 % de celles qui, à l'inverse, pensent que leurs conditions de vie vont beaucoup s'améliorer. Le regard sur l'évolution à venir de la situation des quartiers « sensibles » semble donc pour partie porté par un sentiment de morosité sur ses propres conditions de vie.

Un regard sur les quartiers « sensibles » qui se construit pour partie au travers des médias

L'un des obstacles majeurs auquel se heurte le traitement politique et social de la question des représentations négatives des quartiers « sensibles » pourrait bien résider dans le dilemme inhérent à la construction de ces représentations elles-mêmes, en particulier dans le traitement médiatique, largement négatif, qui en est fait (Macé, 2001). Les représentations des « banlieues » et territoires urbains ou périurbains « délaissés » sont, en effet, particulièrement verrouillées par l'imaginaire véhiculé dans la presse écrite, la radio et la télévision : des messages souvent stéréotypés et négatifs (Boyer et Lochar, 1995). Plus récemment, en 2009 puis en 2016, le Conseil national des villes (CNV) a pointé que l'image ren-

voyée par les médias sur les « quartiers populaires » est dévalorisante, résultant d'une asymétrie dans les informations communiquées en faveur des mécanismes de dénigrement, ce qui ne rend pas compte de la réalité et constitue un handicap majeur pour les quartiers prioritaires et leurs habitants : « l'image de violence de dégradation et d'étrangeté des quartiers est une composante de leurs difficultés » (Conseil national des villes, 2016).

L'exposition des Français aux discours médiatiques sur les quartiers « sensibles » est, de fait, massive. La quasi-totalité des habitants de la France métropolitaine déclare avoir entendu parler de ces quartiers dans les médias. La télévision, au travers des journaux d'actualité, est le premier média d'information sur les quartiers « sensibles », loin devant tous les autres. 71 % des Français la citent comme l'une des deux principales sources par laquelle ils entendent parler des quartiers sensibles. La presse écrite (28 %) et la radio (23 %) suivent en deuxième et troisième position. Les réseaux sociaux (18 %) ou encore la presse en ligne (10 %) et les documentaires (10 %) sont plus rarement cités. Par ailleurs, la moitié des Français (51 %) n'a aucune expérience personnelle de ces quartiers, dans le sens où ils n'y vivent pas, ne s'y rendent pas et ne connaissent pas de famille ou d'amis qui y vivent ou y travaillent. Leur regard se construit ainsi essentiellement, voire exclusivement, par l'image véhiculée dans les médias. Or, le regard porté sur les quartiers « sensibles » diffère selon les canaux d'information les plus souvent mobilisés, qui dépendent du capital social et culturel des individus :

- les individus qui s'informent principalement par les journaux télévisés sont, en proportion, un peu plus nombreux à estimer que les quartiers « sensibles » se caractérisent par la prégnance de la délinquance (82 %, contre 79 % dans l'ensemble et 72 % chez ceux qui ne s'informent pas ou peu par les journaux télévisés). Ce canal d'information est particulièrement privilégié par les seniors : 80 % des 70 ans et plus s'informent sur les quartiers sensibles principalement par les journaux télévisés ;
- ceux qui s'informent essentiellement au travers de documentaires ont un regard sensiblement plus positif que les autres. Ils sont proportionnellement plus nombreux à estimer que les jeunes de ces quartiers sont une richesse pour le pays (55 %, contre 47 % chez les autres), ou que la solidarité entre les habitants y est particulièrement forte (58 %, contre 50 %). Les cadres et professions intermédiaires mobilisent davantage que les autres les documentaires

pour s'informer sur les quartiers « sensibles » : 14 % les citent comme source d'information principale (contre 10 % dans l'ensemble) ;

• à l'opposé, ceux qui entendent parler des quartiers « sensibles » par les réseaux sociaux portent un regard un peu plus critique qu'en moyenne sur leurs habitants, en particulier sur la jeunesse de ces quartiers : seuls 35 % pensent que les jeunes des quartiers sensibles ont plus de mérite que les autres, et 42 % qu'ils sont une richesse pour le pays, contre respectivement 43 % et 49 % chez ceux qui ne s'informent pas principalement par les réseaux sociaux. Les jeunes sont surreprésentés parmi ceux ayant principalement recours aux réseaux sociaux pour s'informer sur ces quartiers (45 % des moins de 25 ans et 41 % des étudiants).

Finalement, si les médias apparaissent comme un vecteur constitutif de la construction de l'image des quartiers « sensibles », la différenciation des représentations est principalement conditionnée par le type du canal d'information utilisé.

Des représentations influencées par les liens personnels avec les quartiers « sensibles »

Les médias ne sont toutefois pas la seule source alimentant les représentations des quartiers « sensibles » : l'expérience personnelle de ces quartiers est aussi susceptible de façonner le regard qui y est porté. Or, près d'un Français sur deux entretient des liens personnels plus ou moins étroits avec des quartiers qu'ils qualifient de « sensibles ». 41 % ont des liens indirects ou ponctuels avec eux : sans y vivre, ils s'y rendent parfois ou y connaissent des proches. 8 % déclarent y vivre (**encadré 8 % des Français estiment vivre dans un quartier « sensible » : des ménages précaires, pour partie résidents des quartiers prioritaires de la politique de la ville**).

Les représentations sur les quartiers « sensibles » varient sensiblement en fonction des liens de proximité des répondants avec ces territoires (**graphique 2**). D'une manière générale, les personnes qui ne considèrent pas vivre dans un quartier « sensible », mais qui en ont une expérience personnelle indirecte (ils y ont des proches ou s'y rendent parfois), portent un regard plus positif que les autres. A l'inverse, ceux qui ne disposent d'aucune expérience de proximité, qu'elle soit directe ou indirecte, portent un regard plutôt plus critique. Ainsi, parmi ceux qui ont un lien indirect avec les quartiers « sensibles », près de six sur dix y associent une forte solidarité

entre les habitants, une vie associative dynamique ou estiment que les jeunes de ces quartiers sont une richesse pour le pays. C'est le cas de moins de la moitié des personnes qui n'ont aucun lien avec les quartiers « sensibles ». A l'inverse, ces derniers estiment à 81 % que ces quartiers sont marqués par une forte délinquance.

Ceux qui considèrent vivre dans un quartier sensible portent un regard partagé sur ces quartiers et leurs habitants. Ils sont en proportion un peu moins nombreux que les personnes n'ayant aucun lien avec les quartiers « sensibles » à les associer à une forte délinquance (74 % contre 81 %), mais ont une vision moins positive de leurs habitants que les personnes qui ont un lien avec ces quartiers sans pour autant y vivre (45 % contre 58 %).

Finalement, il apparaît que si le regard sur les quartiers « sensibles » se construit au travers des discours médiatiques, celui-ci est pondéré par l'expérience personnelle des individus, quand elle existe. Afin de mieux appréhender le lien entre le regard porté sur les quartiers « sensibles » d'une part, et, d'autre part, la proximité à ces quartiers et les canaux d'information principalement mobilisés, une typologie a été réalisée (**encadré Méthodologie de la construction de la typologie**). Elle permet de distinguer six grands groupes parmi les répondants (**graphique 5**).

Les experts négatifs (18 % de l'ensemble des Français) regroupent des personnes qui portent un regard relativement négatif sur les quartiers « sensibles » et notamment sur leurs habitants, tout en ayant, plus souvent que les autres, une expérience directe de ces quartiers : 21 % considèrent vivre dans un quartier « sensible ». En dehors de leur expérience personnelle, les experts négatifs recourent davantage aux journaux télévisés (85 %, contre 71 % pour ceux n'appartenant pas à cette classe de la typologie), aux films et séries (16 %, contre 3 %) mais surtout de manière très importante aux réseaux sociaux (60 %, contre 18 %) pour s'informer sur les quartiers « sensibles ». Les jeunes, les étudiants, les personnes à bas revenus et les célibataires sont surreprésentés dans ce groupe. Cette classe regroupe le plus d'opinions négatives sur la question de la délinquance : 86 % estiment qu'on trouve dans les quartiers sensibles plus de délinquance qu'ailleurs. Les individus qui composent ce groupe doutent aussi davantage du dynamisme des associations et sont plus critiques vis-à-vis des jeunes des quartiers.

8 % DES FRANÇAIS ESTIMENT VIVRE DANS UN QUARTIER « SENSIBLE » : DES MÉNAGES PRÉCAIRES, POUR PARTIE RÉSIDENTS DES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

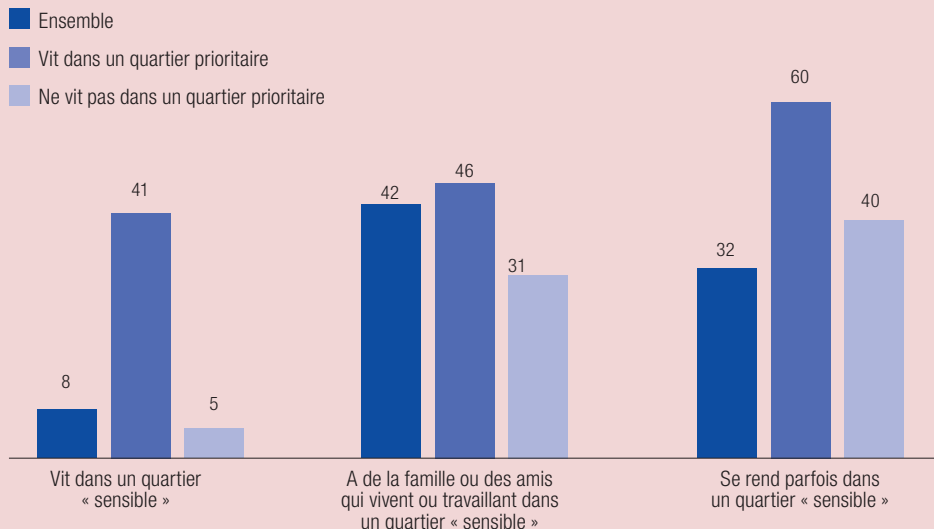
Les habitants des quartiers « sensibles » se caractérisent notamment par leur précarité (43 % se considèrent comme défavorisés ou appartenant à la classe populaire contre 28 % de ceux qui disent ne pas habiter dans un de ces quartiers) et une insatisfaction vis-à-vis de leur cadre de vie (46 %, contre 11 %). Il s'agit presque exclusivement de ménages qui vivent dans une grande agglomération urbaine : 91 % des personnes qui estiment vivre dans un quartier « sensible » vivent dans une commune qui appartient à un grand pôle urbain (c'est le cas de 59 % des Français en moyenne).

Il existe un lien fort entre le fait de vivre dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) et le fait de considérer que le quartier dans lequel on

vit est sensible : 41 % des habitants des QPV considèrent comme « sensible » le quartier dans lequel ils vivent (**graphique 4**) et 67 % déclarent avoir des liens avec un quartier « sensible » (ils y vivent, s'y rendent parfois ou y ont des proches qui y vivent ou y travaillent) : c'est près de 20 points de plus par rapport aux Français qui ne vivent pas dans un quartier prioritaire (48 % des Français qui ne vivent pas dans un quartier déclarent avoir des liens avec un quartier sensible). Si habiter un QPV et habiter un quartier « sensible » sont ainsi deux réalités étroitement liées, elles ne se recoupent pas totalement puisqu'à l'inverse, six habitants des QPV sur dix (59 %) ne considèrent pas comme « sensible » le quartier dans lequel ils vivent.

Graphique 4 – Lien avec les quartiers « sensibles » selon le lieu de résidence (en %)

Dans les villes et leur périphérie, certains quartiers sont parfois qualifiés de « sensibles ». Vous-même, vivez-vous dans un quartier « sensible » ? Vous rendez-vous parfois dans un quartier « sensible » ? Avez-vous de la famille ou des amis qui vivent ou travaillent dans les quartiers « sensibles » ?



Source : Crédoc, enquête « Conditions de vie et aspirations », juin 2018.

Champ : ensemble des résidents en France métropolitaine (hors Corse) âgés de 18 ans et plus.

Traitements : Crédoc.

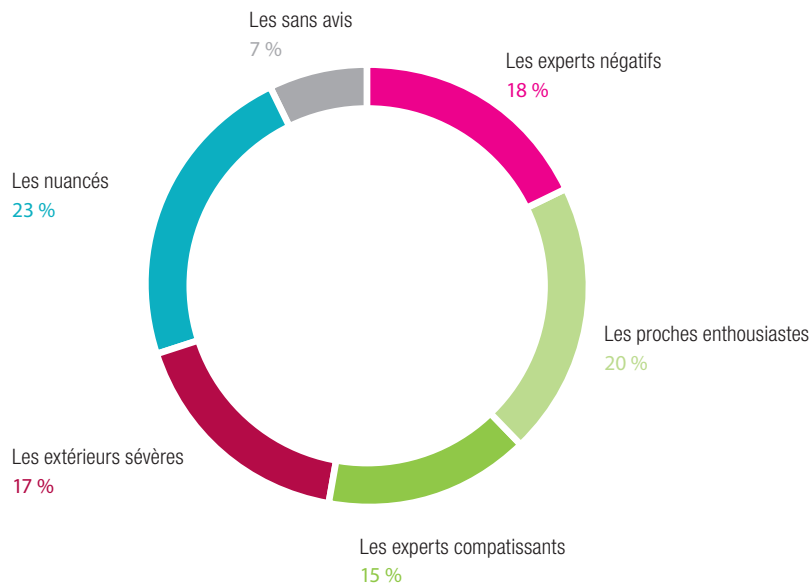
Note de lecture : 41 % des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville considèrent vivre dans un quartier sensible.

Les proches enthousiastes (20 %) ont plutôt une bonne image des habitants des quartiers « sensibles », en particulier des jeunes issus de ces territoires. Ils ont une expérience ponctuelle ou indirecte de ces quartiers : plus de huit sur dix s'y rendent parfois ou ont un proche qui y vit ou y travaille. Aussi, 75 % d'entre eux entendent parler des quartiers « sensibles » principalement par leurs proches, soit bien davantage que via les journaux télévisés (41 %) ou les autres canaux d'information. La délinquance est moins souvent perçue comme un problème particulièrement prégnant et les jeunes sont plus souvent perçus comme une richesse. Les membres de ce groupe considèrent moins souvent que les autres que ces territoires sont éloignés des zones d'activités ou que leurs habitants auraient davantage de chance d'accomplir leurs projets de vie ailleurs. Les jeunes, actifs, habitants des grandes agglomérations sont surreprésentés dans ce groupe. Ils sont plutôt dans une dynamique d'ascension sociale : ils estiment plus souvent que les autres que leur niveau de vie s'est amélioré depuis une dizaine d'an-

nées. Enfin, ils considèrent aussi davantage que, de manière générale, « il est possible de faire confiance aux autres » (et sont, à l'inverse, sous-représentés parmi ceux qui considèrent que « on n'est jamais assez méfiant »).

Les extérieurs compatissants (15 %) ont une expérience personnelle limitée des quartiers « sensibles » : ils déclarent majoritairement ne jamais s'y rendre, ni avoir de proches y vivant (61 %). Seuls 1 % déclarent vivre dans un quartier « sensible ». Ils se distinguent également des autres groupes par le recours massif aux documentaires (60 %, contre 10 %) pour s'informer sur ces quartiers ou, dans une moindre mesure, à la presse en ligne (38 %, contre 10 % dans l'ensemble). Le regard qu'ils portent est teinté de compassion : ils perçoivent plus souvent une forte solidarité entre les habitants de ces quartiers et valorisent particulièrement le potentiel de la jeunesse qui y vit. Les difficultés de ces territoires ne sont pour autant pas niées, mais apparaissent plus souvent interprétées comme la conséquence d'une

Graphique 5 – Répartition des répondants selon leur catégorie d'appartenance aux classes de la typologie



Source : Crédoc, enquête « Conditions de vie et aspirations », juin 2018.

Champ : ensemble des résidents en France métropolitaine (hors Corse) âgés de 18 ans et plus.

Traitements : Crédoc.

relégation territoriale. Enfin, ils sont légèrement plus nombreux que dans les autres groupes à considérer que la situation dans les quartiers « sensibles » s'est plutôt améliorée ces dernières années (14 %, contre 10 %). Les cadres et professions intermédiaires sont surreprésentés dans ce groupe.

Les extérieurs sévères (17 %) ressemblent, en partie, au groupe précédent par la distance qui les sépare des quartiers « sensibles ». Deux tiers n'ont aucun lien de proximité avec les quartiers « sensibles » et seuls 5 % estiment y vivre. Mais le regard qu'ils portent sur les quartiers « sensibles » est moins positif. Soulignant davantage les difficultés de ces quartiers, en particulier la prégnance de la délinquance, ils semblent peu associer les problématiques sociales à une forme d'inégalité territoriale. Les individus qui composent cette classe sont moins souvent que l'ensemble des répondants en accord avec l'idée selon laquelle il serait plus facile pour les habitants de construire un projet de vie ailleurs (58 %, contre 64 %) et 45 % d'entre eux disent ne pas considérer

que ces quartiers sont loin des zones d'activité. Ce groupe recourt principalement aux médias traditionnels pour s'informer sur les quartiers « sensibles ». 90 % citent les journaux télévisés et 98 % la radio parmi les deux canaux les plus utilisés. Plus âgés (82 % ont plus de 40 ans), on y retrouve notamment davantage de retraités et des hauts revenus³.

Note

3. La classification des niveaux de vie adoptée dans cette étude se subdivise en quatre tranches : les bas revenus (moins de 50 % du revenu médian), la classe moyenne inférieure (de 50 % à 75 % du revenu médian), la classe moyenne supérieure (75 % à 125 % du revenu médian) et les hauts revenus (125 % du revenu médian et plus).

MÉTHODOLOGIE DE LA CONSTRUCTION DE LA TYPOLOGIE

L'analyse typologique permet de rapprocher les répondants en fonction de caractéristiques communes. Pour la construction de la typologie des opinions sur les quartiers « sensibles », les variables suivantes ont été prises en compte :

- un compteur d'opinion positive et négative sur les habitants à partir des questions :

- « Dans ces quartiers, il y a une forte solidarité entre les habitants »,
- « Les jeunes filles et garçons des quartiers « sensibles » sont une richesse pour notre pays »,
- « Dans ces quartiers il y a plus de délinquance qu'ailleurs »,
- « Les associations y sont nombreuses et dynamiques » ;

- un compteur d'opinion positive et négative sur les habitants à partir des questions :

- « L'Etat devrait intervenir davantage pour améliorer la situation dans ces quartiers »,
- « Pour les habitants de ces quartiers, il serait plus

facile de mener à bien leurs projets de vie s'ils vivaient ailleurs »,

- « Ces quartiers sont éloignés des zones d'activité (commerces, loisirs, emplois, etc.) » ;
- la proximité aux quartiers « sensibles » ;
- les différents canaux d'information sur les quartiers « sensibles ».

Une analyse en composantes multiples (ACM) suivie par une classification ascendante hiérarchique (CAH) sur les axes factoriels a abouti à la formation de six classes, construites de façon à maximiser la variance inter-classes et à minimiser la variance intra-classes : il en résulte une très grande proximité entre individus au sein d'une même classe.

La typologie ainsi obtenue permet, pour chacune des classes, de caractériser les réponses qui diffèrent de la moyenne sans pour autant être nécessairement majoritaires dans la classe (sous ou sur représentations).

Les nuancés (23 %) partagent, s'agissant des quartiers « sensibles », les opinions de l'ensemble de la population. Leurs liens avec ces quartiers sont plutôt distants : 59 % n'ont aucun lien contre 51 % dans l'ensemble. Les informations nourrissant leurs représentations proviennent notamment de la presse écrite (99 %) ou des journaux télévisés. Les séniors, retraités et hauts revenus sont surreprésentés dans ce groupe.

Les sans avis (7 %) constituent le plus petit groupe de la typologie et incluent notamment des personnes qui ont du mal à (ou refusent de) s'exprimer quant au regard qu'ils portent sur les quartiers « sensibles ». 87 % indiquent qu'ils n'ont jamais entendu parler des quartiers « sensibles » quel que soit le média. Les individus de ce groupe se caractérisent par ailleurs par la faiblesse de leurs ressources et vivent plus souvent que les autres dans des zones rurales ou peu denses (49 %, contre 39 % dans l'ensemble de la population).

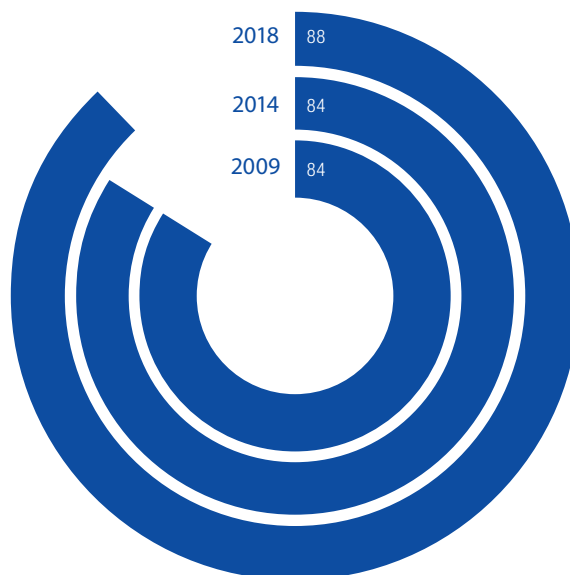
Des attentes fortes vis-à-vis des pouvoirs publics pour améliorer la situation des quartiers « sensibles »

Alors que l'état et l'évolution de la situation dans les quartiers « sensibles » sont globalement jugés préoccupants, les Français expriment des attentes fortes vis-à-vis de l'État pour endiguer la dégradation de la situation. Ainsi, en 2018, 88 % des Français estiment que l'État devrait intervenir davantage afin d'améliorer les conditions dans les quartiers « sensibles ». Cette proportion a progressé de 4 points en dix ans (**graphique 6**).

Ce surcroît d'attente d'intervention des pouvoirs publics, en particulier de l'État, s'observe dans d'autres domaines. D'une manière générale, l'enquête « Conditions de vie et aspirations » montre que, début 2018, le regard porté sur l'action publique en termes de protection sociale et d'aide pour les populations reléguées est devenu plus clément que les

Graphique 6 – Évolution de la proportion de répondants souhaitant une plus grande intervention de l'État pour améliorer la situation des quartiers « sensibles » (en %)

Etes-vous d'accord ou pas avec l'idée selon laquelle l'Etat devrait intervenir davantage pour améliorer la situation dans les quartiers « sensibles » ? (réponse, « plutôt d'accord »)



Source : Crédoc, enquête « Conditions de vie et aspirations », juin 2018.

Champ : ensemble des résidents en France métropolitaine (hors Corse) âgés de 18 ans et plus.

Traitements : Crédoc.

Note de lecture : 88 % des habitants de France métropolitaine sont plutôt d'accord avec l'idée selon laquelle l'Etat devrait intervenir davantage pour améliorer la situation dans les quartiers « sensibles ».

années passées. Au lendemain de la crise de 2008, les Français s'étaient progressivement distancés du modèle social, avec une remise en cause grandissante du ciblage et de l'efficacité des aides sociales et du soutien de l'État pour les territoires relégués (*Bigot et al, 2014a*). Ceci s'expliquait en particulier par une montée des inquiétudes concernant le financement de la Sécurité sociale (*Guisse et al, 2015*), alors que la question de la dette publique apparaissait de manière récurrente dans les médias. On observe à présent un plus grand soutien accordé aux politiques sociales et aux aides destinées au développement territorial.

Les différences catégorielles sont significatives quant à une éventuelle intervention de l'État dans les quar-

tiers « sensibles ». Les jeunes (93 % des moins de 25 ans) et les habitants des quartiers « sensibles » (94 %) comme les habitants des QPV (95 %) expriment des attentes particulièrement fortes vis-à-vis des pouvoirs publics. A l'inverse, les catégories privilégiées soutiennent un peu moins souvent une intervention accrue de l'État, qu'il s'agisse des cadres (78 %), des diplômés du supérieur (80 %) ou des hauts revenus (80 %). Ceci va dans le sens des conclusions de l'enquête Eurobaromètre EB89, qui souligne que les catégories aisées sont particulièrement sensibles aux dépenses publiques et souhaitent plus souvent limiter celles-ci afin de préserver l'équilibre budgétaire (Standard Eurobarometer 89, 2018).

BIBLIOGRAPHIE

- Bigot R., Croutte P., Duadey E., Hoibian S., Müller J. (2014a)**, *Début 2014 : ne compter que sur soi*, note de conjoncture sociétale du Crédoc, avril.
- Bigot R., Hoibian S., Müller J. (2014b)**, *Evolution du regard sur les quartiers « sensibles » et les discriminations entre 2009 et 2014*, étude réalisée à la demande de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acsé), juin.
- Boyer H., Lochard G. (1995)**, *Scènes de télévision en banlieues (1950-1994)*, Paris INA, L'Harmattan.
- Brevan C. (2000)**, *La politique de la ville et les associations*, Les Editions de la DIV.
http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/associations_cle7f9f5f.pdf
- CGET (2019)**, *Rapport d'activité 2018 du CGET*
<https://www.cget.gouv.fr/ressources/publications/rapport-d-activite-2018-du-cget>
- Commission des affaires économiques (2019)**, *Rapport parlementaire 2018 « Cohésion des territoires – Ville »*
<http://www.assemblee-nationale.fr/15/pdf/budget/plf2019/a1288-tv.pdf>
- Conseil national des villes (2016)**, *Avis – Image des quartiers dans les médias*, 19 juillet 2016
<https://www.cget.gouv.fr/territoires/quartiers-de-la-politique-de-la-ville/conseil-national-des-villes>
- Guisse N., Hoibian S., Müller J. (2015)**, *Evolution du regard des Français sur la protection sociale et sur les politiques de solidarité au cours des vingt dernières années*, Rapport réalisé à la demande de l'Institut Montparnasse, laboratoire d'idées fondé par la MGEN et Terra Nova.
- Macé E. (2001)**, *Qu'est-ce qu'une sociologie de la télévision ? Esquisse d'une théorie des rapports sociaux médiatisés les trois moments de la configuration médiatique de la réalité : production, usages, représentations*, Réseaux 2001/1, n°105.
- Reynaert L., D'Isanto A. (2016)**, *Neuf associations sur dix fonctionnent sans salarié*, Insee Première n°1587, mars.
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/1908153>
- Standard Eurobarometer 89 (2018)**, printemps.
https://data.europa.eu/euodp/fr/data/dataset/S2180_89_1_STD89_ENG

Cette étude a fait l'objet d'une fiche thématique dans le rapport ONPV 2018, paru en 2019.

*Président du Comité d'orientation de l'ONPV :
Jean-François Cordet*

→ www.onpv.fr



MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES
ET DES RELATIONS
AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

cget
Commissariat
général
à l'égalité
des territoires

RETROUVEZ-NOUS SUR

www.cget.gouv.fr

